

## ANNEXE: AFRIQUE DE L'OUEST

### Sahel, l'une des crises de la faim qui se développe le plus rapidement dans le monde



Crédit: Ibrahim Mahamat Saleh/Oxfam

« Je passe parfois des nuits blanches, fantasmant sur ce que mes enfants devraient manger le lendemain. »

Achta Bintou Abouram, femme déplacée et mère de cinq enfants, Tchad.

La situation alimentaire et nutritionnelle de l'Afrique de l'Ouest s'est fortement détériorée depuis 2019. La région fait face à une situation sans précédents due à des chocs multiples qui s'ajoutent à la pauvreté structurelle, aux profondes inégalités et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chroniques.

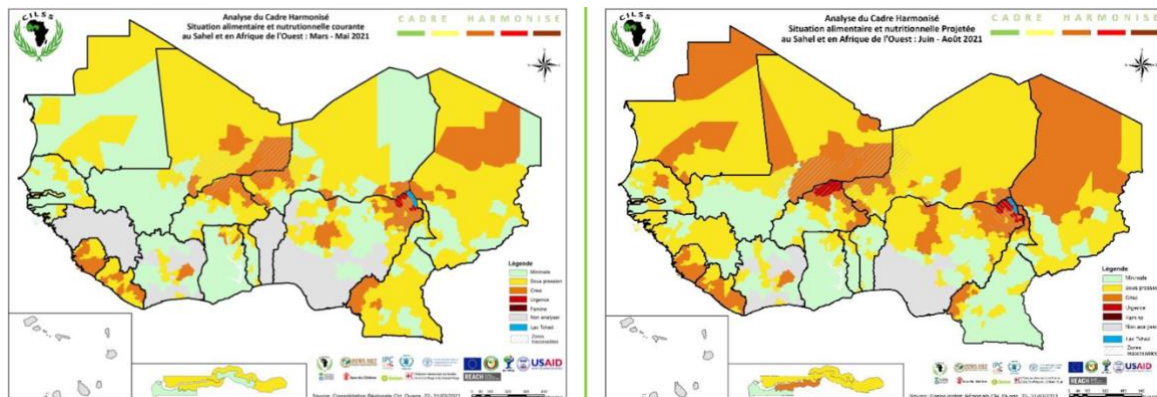
Le cocktail du « triple C » composé de Conflit, Covid19 et Crise Climatique a renforcé l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes vivant au Sahel, avec un impact sur les conditions de vie et l'économie des ménages.

Pour la deuxième année consécutive, **l'Afrique de l'Ouest** fait face à une crise alimentaire majeure. Entre 2019 et 2020 le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région est passé de 9,6 à 17 millions et risque de dépasser les 27 millions durant la période de soudure de 2021.<sup>i</sup> Pourtant, les deux dernières campagnes agropastorales étaient globalement bonnes et la disponibilité en aliments, pâturages et points d'eau pour le bétail semble satisfaisante. Il s'agit donc d'abord d'un problème d'accès à ces ressources, qui demeure très limité en particulier dans les zones de conflits.<sup>ii</sup>

#### Des pics de faim provoqués par les conflits

L'augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région entre 2019 et 2021 s'explique d'abord par l'expansion de deux conflits régionaux majeurs au Sahel dans des régions faisant déjà face à d'importantes fragilités et taux d'insécurité alimentaire chronique. La région du Sahel (Mauritanie, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Nigeria, Tchad) comptait 15 millions de

personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en 2020, un chiffre qui risque de monter à 22 millions durant la période de soudure de juin à août 2021. Les pays et régions les plus affectés sont ceux directement touchés par les conflits : la région des trois frontières entre le Mali, Burkina Faso et Niger et la région du bassin du Lac Tchad à la frontière entre le Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun.



Cadre Harmonisé, comparaison de l'évolution de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle entre mars-mai 2021 (à droite) et la période de soudure juin-août 2021 (à gauche)

Entre la période de soudure 2019 et celle en cours de 2021, les projections estiment que le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle a au minimum doublé voir plus que triplé dans l'ensemble des pays affectés par des conflits. Au Burkina Faso le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle a augmenté de 317% au Burkina Faso, 178% au Tchad, 159% au Nigeria, 136% au Mali et 97% au Niger<sup>iii[OBJ]</sup>

Cette augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones de conflit est due à un ensemble de facteurs à commencer par des déplacements massifs de populations qui fuient les violences laissant derrière eux leurs champs, bétails, logement et tout autre moyen d'existence.

[Achta Bintou du Tchad](#), mariée et mère de 5 enfants, a trouvé refuge sur le site de déplacés d'Amma (Province du Lac). Oxfam l'a appuyé avec de l'argent comme fond de démarrage d'activités génératrices de revenus : « *Nous avons fui notre domicile suite à l'attaque de groupes armés à Boma (région du Lac Tchad). Nous nous sommes retrouvés moi et ma famille en quête d'abris et de sécurité. Avant la crise, nous vivions dans de bonnes conditions et mangions trois repas par jour. Le conflit avec les groupes armés a produit un effet dévastateur sur notre communauté. Nous mangeons à peine un repas par jour et cela a un impact sérieux sur la santé et la croissance des enfants et ma capacité à assurer le lait maternel à mes bébés.* »

Le Nigeria compte, à lui seul, la moitié des personnes souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'ensemble de la région et recense 2,9 millions de déplacés internes<sup>iv</sup>, soit plus de la moitié des 5,3 millions de personnes déplacées et réfugiées dans la région du Sahel.<sup>v</sup> Le Burkina Faso qui connaît la hausse la plus rapide de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région a aussi vu la hausse la plus rapide de populations déplacés au cours des deux dernières années voyant le nombre de déplacés augmenter de près de 220.000 déplacés internes fin juin 2019 à plus de 1,2 fin juin 2021<sup>vi</sup>.

Ces déplacements massifs représentent également un poids additionnel important pour les populations hôtes souvent déjà fragiles avant la crise et qui reçoivent une à plusieurs familles chez eux. L'insécurité limite également fortement les mouvements des populations qui risquent leur vie en se rendant aux champs, zones pastorales ou marchés provoquant l'abandon des terres cultivées et des moyens d'existence dans les zones les plus directement touchées par la violence armée. La mobilité des populations de pasteurs est particulièrement affectée par les conflits et l'insécurité, augmentant ainsi la vulnérabilité de ces ménages face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.<sup>vii</sup>

Par ailleurs, la destruction d'infrastructures (écoles, centres de santé, marchés) et l'interruption des services sociaux de base (santé, nutrition, éducation, cantines scolaires) dues aux conflits augmentent la vulnérabilité, en particulier des femmes et des enfants en bas âge. UNOCHA prévoit que « près de 29 millions de Sahéliens auront besoin d'assistance et de protection en 2021, soit 5 millions de plus qu'il y a un an ». <sup>viii</sup> L'insécurité a limité l'accès humanitaire, laissant les communautés sans assistance ni protection et exposant les travailleurs humanitaires à des risques croissants. <sup>ix</sup>

### **Dans le voisinage de l'Afrique de l'Ouest, les conflits continuent de pousser des millions de centrafricains dans l'insécurité alimentaire et nutritionnelle**

Entre décembre et février 2020, un pic de violence lié aux élections a entraîné une augmentation du nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire en République Centrafricaine. Environ 2,29 millions de personnes - près de la moitié de la population.

Les récentes violences ont également entraîné une hausse des prix, le transport des marchandises vers le marché étant devenu difficile en raison de l'insécurité. La route principale entre Bangui et le Cameroun - 80% des marchandises importées du pays y transitent - a été fermée en raison des attaques, créant des perturbations dans l'approvisionnement sans précédents.

La grande majorité de la population centrafricaine dépend de l'agriculture de subsistance pour nourrir ses familles, mais les violences liées aux élections ont contraint les agriculteurs à abandonner leurs champs pour sauver leur vie. Beaucoup ont manqué la saison de plantation des cultures essentielles.

[Housseina](#), une agricultrice vivant à Bangassou, a été contrainte de fuir sa maison en janvier 2021 en raison des attaques contre la ville. Avec sa famille, elle a passé un mois dans un camp de fortune en RDC voisine, attendant d'être en sécurité pour retourner dans son quartier. Pourtant, lorsqu'elle est rentrée chez elle en février 2021, elle a trouvé sa maison et ses champs pillés : « *Ma douleur était immense. Nous avons l'habitude de manger presque exclusivement les légumes que je cultive. Maintenant, je ne sais pas comment je vais nourrir ma famille* ».

### **Le COVID-19 et l'impact des mesures restrictives : un facteur d'aggravation de la faim**

Les mesures pour freiner la pandémie ont affecté les systèmes alimentaires, au travers des impacts sur l'offre et la demande de denrées alimentaires, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, mais aussi indirectement par la perte de revenus et d'emplois et la réduction des services sociaux. <sup>x</sup> Par exemple, la couverture des services de nutrition avait diminué de 30% pendant les premiers mois du COVID-19 dans la région sahélienne. <sup>xi</sup> Les stocks alimentaires ont également été affectés (collecte de céréales, commercialisation, accès au financement), d'après une étude d'Oxfam et des fédérations paysannes du Niger, Mali, Burkina Faso et Tchad. <sup>xii</sup>

Fatimata Zoré, une femme déplacée de 29 ans de Dori au Burkina Faso a confié à Oxfam : « *Vraiment la COVID-19 nous a beaucoup fait souffrir. Avant cette maladie, nous partions travailler de maison en maison. Nous faisons la lessive, nettoions les maisons et nous gagnions de quoi nous nourrir quotidiennement. Mais lorsque la maladie est venue, on nous a dit de rester chez nous. On ne pouvait plus sortir pour chercher de quoi manger. À dire vrai, nous avons beaucoup souffert. Pour avoir à manger c'est difficile. Ce que tu pouvais avoir avant, tu ne peux plus l'avoir. Tout est devenu sec.* »

Par ailleurs, les mesures de prévention ont contribué à la fluctuation des prix au cours de l'année 2020, liée aux restrictions régionales de mouvements de populations et de biens et à la fermeture des frontières. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) confirme des niveaux de prix alimentaires en avril 2021 situés à plus de 15% au-dessus de la moyenne des cinq dernières années, une situation aggravée par l'instabilité économique (perturbation des marchés et du commerce). <sup>xiii</sup> Certains pays comme la Sierra Léone et le Libéria ont été particulièrement affectés par des mesures de prévention de la COVID-19 relativement restrictives qui sont venues aggraver une crise économique en

gestation et une insécurité alimentaire en dégradation continue depuis dix ans. 20% des populations Libériennes et 22% des populations de Sierra Léone risquent de se trouver en insécurité alimentaire et nutritionnelle durant la période de soudure de juin à août 2021 principalement du fait de crises économiques sévères venant s'ajouter à des fragilités structurelles d'un monde rural en souffrance<sup>xivxv</sup>

### La crise climatique

La région du Sahel est fortement exposée aux effets du changement climatique et deviendra globalement et progressivement plus chaude, avec des précipitations et des saisons de plus en plus irrégulières. Les effets du changement climatique dans la région semblent impliquer des variations importantes de saisonnalité ainsi qu'une augmentation de la fréquence des événements météorologiques extrêmes telles que les sécheresses ou inondations. OCHA estime que la fréquence des inondation majeures a ainsi augmenté de 180% entre 2015 et 2020. En 2020, l'ampleur des inondations était exceptionnelle, dans presque tous les pays sahéliens.<sup>xvi</sup> Selon OCHA, les inondations ont touché quelque 1,7 million de personnes dans 14 pays et ont détruit 162.000 habitations.<sup>xvii</sup> Environ 1,4 million d'entre elles se trouvaient au Niger, Nigeria, Tchad et Burkina Faso.<sup>xviii</sup>

En interaction avec les facteurs sociaux, économiques et politiques, la crise climatique peut exacerber les vulnérabilités existantes et accroître le risque de conflits locaux comme les tensions voire les affrontements entre éleveurs et agriculteurs pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Les catastrophes à déclenchement rapide et les changements climatiques provoquent des déplacements temporaires ou permanents, et enfin, les catastrophes et le changement climatique érodent la résilience, augmentant la vulnérabilité des communautés à la prédation par les groupes armés et à la manipulation des élites.<sup>xix</sup>

### Des réponses insuffisantes et sous-financés – une question de priorités

Alors que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle <sup>xx(xv)</sup>xx(xv)

Oxfam a aidé plus de 700.000 personnes vulnérables dans la région depuis le début de la pandémie. Avec ses partenaires, Oxfam a soutenu plus de 60.000 personnes au Tchad pour répondre à leurs besoins alimentaires immédiats et à s'assurer un revenu. Au Niger et au Sénégal, plus de 280.000 personnes ont reçu une aide pour faire face à l'impact économique de la pandémie (denrées alimentaires, aide en espèces, eau potable, installations sanitaires et kits d'hygiène).

#### L'histoire d'Alizeta au Burkina Faso

Imaginez devoir cultiver des légumes sous des températures avoisinant les 50 degrés avec des sécheresse récurrentes. Au Burkina Faso, c'est une question de survie pour la grande majorité de la population qui dépend de l'agriculture pour se nourrir. « *Toute ma vie j'ai fait de l'agriculture, raconte Alizeta Sawadogo, 55 ans. Je cultivais des céréales. Mais il pleut de moins en moins. Et la saison sèche est de plus en plus longue et chaude. Les rendements sont de plus en plus faibles.* »

Ajoutons à ces difficultés le conflit au nord du pays qui détruit des villages entiers et force les gens à abandonner leurs terres, les impacts économiques de la COVID-19 qui augmente les prix des denrées alimentaires et la période de soudure, où les réserves s'épuisent dans l'attente des récoltes. Résultat : plus de 2 millions de Burkinabè sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle.

C'était aussi le destin d'Alizeta, qui a perdu sa terre et son mari en plus d'avoir huit enfants à nourrir : « *J'ai dû chercher des solutions pour m'adapter et prendre soin de ma famille.* »

Grâce à l'appui de l'ONG Alliance technique d'assistance au développement (ATAD) et d'Oxfam, Alizeta a pu se joindre à un groupe de 50 femmes vulnérables et sans terre au sein d'une ferme collective de deux hectares et équipées de quatre puits. Chacune gère gratuitement sa propre parcelle mais elles travaillent sur un principe de collectivité. Pour Alizeta, c'est l'occasion de se

réinventer : « *J'ai appris à produire du bio avec des techniques respectueuses de l'environnement. Nous n'utilisons pas de produits phytosanitaires car nous souhaitons offrir une nourriture saine. Nous enrichissons les sols avec du compost car ils s'appauvrissent facilement. Nous produisons également nos propres semences en les multipliant* », raconte-t-elle fièrement.

Alizeta peut maintenant traverser la période de soudure sans crainte : « *Je peux nourrir ma famille tout au long de l'année. Je vends même une partie de ma récolte pour prendre en charge les dépenses médicales et les frais de scolarité des enfants.* »

## Conclusions et recommandations

La grave détérioration de la sécurité alimentaire dans les deux dernières années répond à des éléments structurels (pauvreté endémique, malnutrition chronique, vulnérabilité climatique...) auxquels viennent s'ajouter les « 3C », parmi lesquelles le principal facteur dans le cas du Sahel est sans aucun doute le conflit. Les cartes de l'insécurité alimentaire et sécuritaire se recoupent, dans une crise *sans précédents* d'après les analyses du Cadre Harmonisé, aggravée par l'impact de la COVID-19 et la crise climatique.

La gestion de la crise alimentaire de 2020 avait dévoilé un manque de financements des plans de réponse face à une demande d'assistance alimentaire croissante. Face à ces besoins colossaux et urgents, il est urgent que les Etats de la région avec le soutien des partenaires régionaux et internationaux :

- **Fournissent une aide d'urgence aux plus vulnérables pour sauver des vies tout en les accompagnant dans la reconstruction de leurs moyens d'existence** notamment en renforçant, en étendant et en adaptant les filets sociaux de sécurité alimentaires aux nouvelle vulnérabilité et contextes de crise.
- **Garantissent l'accès de l'aide humanitaire aux populations dans le respect des principes humanitaires.** Lorsque l'aide est bloquée, la communauté internationale doit agir pour mettre fin à l'utilisation de la faim comme arme de guerre et demander des comptes aux responsables.
- **Priorisent les approches de paix positive et inclusive visant à répondre aux causes motrices de conflits et protéger l'ensemble des populations :** Les parties belligérantes doivent forger une paix inclusive et durable qui donne la priorité à la sécurité humaine et répond à insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays touchés par les conflits. Les dirigeants doivent tenir leurs engagements d'inclure les groupes marginalisés, notamment les jeunes, les femmes et les minorités, dans les processus de paix. Il a été démontré que les cessez-le-feu durent plus longtemps et sont plus efficaces lorsque les femmes participent activement aux négociations.
- **S'engagent à construire des systèmes alimentaires plus justes, plus résilients et plus durables** en portant la question au prochain sommet mondial des systèmes alimentaires et en intensifiant les investissements dans la production alimentaire à petite échelle et agro-écologique, et en établissant des prix minimums à la production et d'autres mécanismes de soutien, et s'assurer que les travailleurs gagnent un salaire décent.

- **Lutter contre les inégalités.** Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest devraient donner la priorité à la gratuité des soins de santé publics, à la protection sociale, à des salaires décents et un système fiscal équitable. Ce sont des mesures qui ont fait leurs preuves dans la lutte contre les inégalités et qui pourront permettre aux personnes plus vulnérables de mieux faire face aux multiples crises dans la région.
- **Prendent des mesures urgentes, équitables et consultatives pour mitiger les effets du changement climatique et aider producteurs et éleveurs – et en particuliers les femmes et les plus pauvres – à s'adapter au changement climatique**

## NOTES

---

<sup>i</sup> Cadre Harmonisé, comparaison entre les projections du nombre de personnes en phase 3 à 5 dans les périodes de juin à août [2019](#), [2020](#) et [2021](#).

<sup>ii</sup> RPCA, Note aux décideurs, Avril 2021

<sup>iii</sup> Cadres Harmonisés 2019, 2020 et 2021 sur la période juin-août.

<sup>iv</sup> <https://data2.unhcr.org/en/country/nga>

<sup>v</sup> OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires et financiers – crise du Sahel](#), Avril 2021

<sup>vi</sup> <https://data2.unhcr.org/en/country/bfa>

<sup>vii</sup> WFP FS Highlights

<sup>viii</sup> OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires et financiers – crise du Sahel](#), Avril 2021

<sup>ix</sup> OCHA, Global Humanitarian Overview 2021 <https://www.unocha.org/global-humanitarian-overview-2021>

<sup>x</sup> CSAO [https://www.oecd.org/swac/maps/Food-nutrition-crisis-2020-Sahel-West-Africa\\_EN.pdf](https://www.oecd.org/swac/maps/Food-nutrition-crisis-2020-Sahel-West-Africa_EN.pdf)

<sup>xi</sup> FSIN, Global Food Crises

<sup>xii</sup> Oxfam, Rapports Oxfam et Fédérations Paysannes (Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad)

<sup>xiii</sup> WFP FS Highlights

<sup>xv</sup> World Food Program in partnership with the Government of Sierra Leone, [State of Food Security in Sierra Leone 2020. Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis](#), May 2021

<sup>xvi</sup> CSAO / OECD, [https://www.oecd.org/swac/maps/Food-nutrition-crisis-2020-Sahel-West-Africa\\_EN.pdf](https://www.oecd.org/swac/maps/Food-nutrition-crisis-2020-Sahel-West-Africa_EN.pdf)

<sup>xvii</sup>

[https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2021\\_sahel\\_crisis\\_hnro\\_fr\\_2.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2021_sahel_crisis_hnro_fr_2.pdf)

<sup>xviii</sup> FSIN, Global Food Crises

<sup>xix</sup> SIPRI NUPI, Climate, Peace and Security Fact Sheet, April 2021 <https://reliefweb.int/report/mali/climate-peace-and-security-fact-sheet-sahel-april-2021>

<sup>xx</sup> SIPRI database

---

<sup>xxi</sup> Les plans de réponses du [Mali](#) et du [Burkina Faso](#) en 2020 nécessitaient respectivement des financements de 474 million USD et 424 millions USD, soit 898 millions USD combinés. En fin d'année ces plans étaient financés à pour le Mali et pour le Burkina Faso